MORBIHAN

Publié en ligne le 15/10/2026

Arrêté temporaire n°2026AT_1881
Portant réglementation de la circulation

RD 19

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;
Vu la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;
Vu l'arrêté du président du conseil départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;
Vu la demande émise par L'Agence Technique Départementale Sud Est aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;
Vu l'avis favorable du Préfet en date du 08/10/2026 ;
Vu l'avis favorable du Maire de la commune de VANNES en date du 14/10/2026 ;
Vu l'avis favorable du Maire de la commune de PLESCOP en date du 14/10/2026 ;
Considérant que des travaux de création d'un Giratoire rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 19/10/2026 au 06/11/2026 sur la RD 19 du PR 2+0198 au PR 1+0503 sur le territoire de PLOEREN et PLESCOP ;

ARRÊTE

Article 1
À compter du 19/10/2026 et jusqu'au 06/11/2026, la circulation des véhicules est interdite 24h/24 du premier au dernier jour sur la RD 19 du PR 2+0198 au PR 1+0503. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules du département intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route et véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.

Article 2
Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant depuis Pont Marville vers Kerluhern sauf véhicule lent. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 19 du PR 2+0234 au PR 6+0772
- RD 127 du PR 11+0673 au PR 7+0560 (PLOEREN et PLOUGOUMELEN)
- RN 916515 du PR4+0008 au PR4+0201
- RN 165 G du PR54+0999 au PR49+0160
- RN 916513 du PR3+0035 au PR3+0186
- 6 RUE YVES GUILLOU
- GIRATOIRE DE KERANGUEN
- RN 916513 G du PR6+0012 au PR6+0024
- RN 916513 GIR du PR7+0197 au PR7+0310
- RD 779E du PR 1+0575 au PR 0+0051 (VANNES et PLOEREN)
- RD 19 du PR0 au PR1+0295

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 3
Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant depuis Kerluhern vers pont Marville sauf véhicule lent. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 19 du PR 0+0000 au PR 1+0295
- RD 779E du PR 0+0000 au PR 1+0577 (PLESCOP, VANNES et PLOEREN)
- RN 916513 GIR du PR7 au PR7+0066
- RN 916513 G du PR5+0013 au PR6
- RN 916513 du PR2+0263 au PR2+0405
- RN 165 du PR48+0623 au PR53+0071
- RN 916515 au PR2
- RD 127 du PR 7+0423 au PR 11+0673 (PLOEREN et PLOUGOUMELEN)
- RD 19 du PR6+0772 au PR2+0234

Publié en ligne le 15/10/2026

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 4
Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour les Véhicules lents. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 779 du PR 3+0091 au PR 3+0248
- à l'intersection de D779 et de RD 779
- AVENUE DE LA PAIX
- à l'intersection de la ROUTE DE PLOEREN et de la PLACE DE LA MAIRIE (D135)
- PLACE DE LA MAIRIE (D135), de la ROUTE DE PLOEREN jusqu'à la RUE DU VERGER
- à l'intersection de la RUE DU PRESBYTERE et de la RUE DU VERGER
- ROUTE DE LESLEGOT
- à l'intersection de LESLEGOT et de l'ALLEE BRELY
- KERGOAL, de KERDOALIC jusqu'à la ROUTE DE SAINTE-ANNE (D19)
- RUE CHAMPOLLION

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 5
La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge du demandeur, L'Agence Technique Départementale Sud Est et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.
La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par l'agence technique départementale.

Article 6
Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

Article 7
Le directeur des infrastructures et des mobilités, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à VANNES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,

Signé électroniquement par : Xavier DOMANIECKI
Date de signature : 15/10/2026
Qualité : Direction des infrastructures et mobilités

DIFFUSION :

- *Monsieur le Préfet du Morbihan*
- *Monsieur le Maire de Vannes*
- *Monsieur le Maire de Plescop*
- *POLICE NATIONALE 56*
- *GENDARMERIE 56*
- *SDIS 56*
- *SAMU 56 VANNES*
- *Service d'appui aux politiques d'aménagement*
- *Monsieur le Maire de Ploeren*
- *Madame le Maire de Plougoumelen*
- *Monsieur Fabrice DUPONT (KICEO)*
- *Monsieur Frédéric SIMON (KICEO)*
- *Monsieur Nicolas THETIOT (BREIZHGO)*
- *Monsieur Pascal PELLETIER (DIR OUEST)*
- *ANTENNE DE VANNES (BREIZHGO)*

Publié en ligne le 15/10/2026

INFORMATIONS IMPORTANTES

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naitre une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

Informatique et liberté : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données,* vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr.

MORBIHAN

Plan de déviation - Arrêté 2026AT_1881

Légende

- Emprise
- Déviation

N
O F
S

Publié en ligne le 15/10/2026

